

FAUSSE ROUTE!

L'austérité ralentit l'activité et fait monter le chômage. C'est un cercle vicieux: moins de pouvoir d'achat et moins d'investissement public, c'est moins de production, moins d'emplois, plus de misère et plus de chômage.

En poursuivant cette politique dont les grandes lignes sont fixées à Bruxelles, le gouvernement Hollande-Ayrault fait fausse route. Cette politique économique nous mène droit dans le mur. Le Front de Gauche n'est plus seul à le dire. Des économistes de Gauche comme de Droite commencent à crier casse-cou. Même la Commission Européenne se demande timidement si les politiques d'austérité ne seraient pas un frein à la reprise économique...

Ceux sont les personnes de condition modeste qui font le plus de sacrifice. L'affaire Cahuzac, mais aussi les affaires Sarkozy, Strauss Kahn, Woerth... révèlent que bon nombre de nos dirigeants vivent dans un autre monde où l'argent coule à flot. Ces gens-là ignorent la réalité vécue par le plus grand nombre.

De nouveaux reculs sociaux

Plus d'austérité, c'est plus de chômage. Plus de chômage, c'est moins de cotisations sociales. Les retraites sont à nouveau en difficulté, la sécurité sociale aussi.

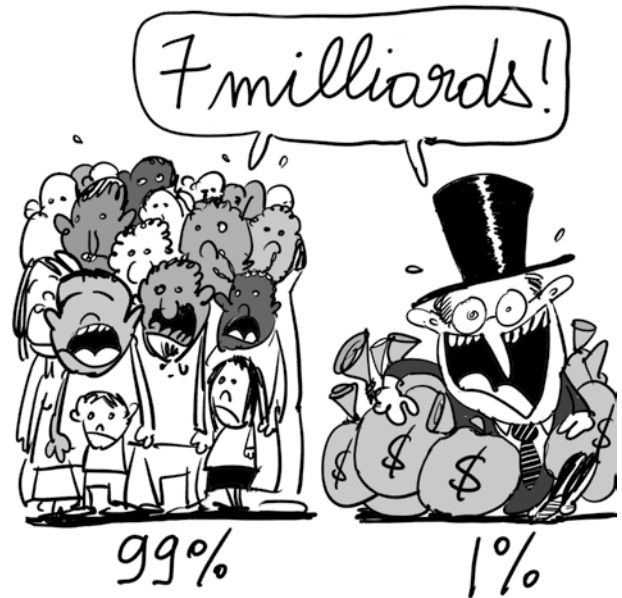
Une énième réforme des retraites se profile. La Droite et le grand patronat proposent ni plus ni moins de repousser l'âge de départ à 67 ans, comme en Espagne et dans d'autres pays. En écho, le gouvernement laisse planer l'idée qu'un allongement de la durée du travail est inéluctable. En attendant, il propose un gel des pensions pour 2014, c'est à dire leur diminution compte-tenu de l'inflation. Hollande n'a pas été élu pour ça!

Au nom d'une prétendue sécurisation de l'emploi, une loi rétrograde est en préparation. Il suffirait à une entreprise de se déclarer en difficulté pour proposer des baisses de salaires et ou un allongement des horaires de travail. Les employeurs gagneraient le droit d'obliger un salarié à changer de poste ou muter dans une autre région. En cas de refus, ce serait le licenciement sans recours.

Le Front de Gauche propose:

- de mettre fin à cette politique d'austérité qui aggrave le chômage et les reculs sociaux,
- de relancer l'économie en donnant du pouvoir d'achat aux salariés et retraités, de développer les services publics pour satisfaire les besoins de la population,
- de réorienter l'économie vers la satisfaction des vrais besoins dans le cadre d'une planification écologique,
- de s'orienter vers une nouvelle répartition des richesses en limitant les très hauts revenus et en réformant la fiscalité,
- de réduire le pouvoir de la finance par la création d'un pôle public financier,
- d'agir pour une réorientation de la politique européenne, aujourd'hui entièrement soumise aux intérêts de la finance...

Le nouvel hôpital
victime de l'austérité
Lire page 2



La crise à PSA

Certes, les actionnaires de PSA se sont partagés 6 milliards d'euros en 10 ans.

Certes, les investissements à l'étranger ont doublé en 3 ans et les profits escomptés ne sont pas venus du fait de la crise et de la concurrence qui plombent les ventes.

Pendant ce temps, 11200 emplois ont été déjà supprimés dans le groupe PSA, sans compter la sous-traitance.

Certes, les erreurs stratégiques de la direction et la rémunération des actionnaires font mal.

Mais la cause principale de la crise automobile, ce sont les politiques d'austérité mises en œuvre dans toute l'Europe.

Le parc automobile vieillit, beaucoup gardent leur vieux véhicule faute de moyen pour en acheter un neuf.

Partout en Europe, en réduisant le pouvoir d'achat, l'austérité aggrave le chômage.

Vivement le Front de Gauche pour rompre avec cette logique infernale.

ON SE BÂTRA
COMME DES LIONS!



ÉTRANGE MALADIE À L'HÔPITAL

Les médecins sont impuissants. Pourtant le virus est connu, il s'appelle «austérité» et il fait des ravages. Parmi les nombreuses victimes: les malades, les personnels et les finances publiques.

Un mois de grève en juin 2012 au Centre Hospitalier de Belfort-Montbéliard contre 95 suppressions de postes à temps plein qui vont aggraver les conditions de travail déjà insupportables. Ce sont les malades qui en subissent les conséquences malgré le dévouement des personnels. Par exemple, 19 patients étaient en attente dans les couloirs des urgences le 1er mars! Depuis le 4 février, il n'y a plus qu'un seul médecin sénior aux urgences de Montbéliard entre 20h et 8h et 5 infirmières certains week-ends au lieu des 6 obligatoires.

Les médecins passent du temps à chercher des lits. Le samedi 2 mars en chirurgie, il a fallu en catastrophe rouvrir 13 lits sur les 26 qui avaient été fermés pendant les vacances.

Les personnels de l'hôpital ne savent plus où donner de la tête. Au laboratoire, il devient très difficile de poser des congés. Dans une lettre ouverte, les secrétaires médicales expliquent à la direction qu'elles ne sont pas des pions.



UNE SITUATION CATASTROPHIQUE

L'hôpital, pourtant service public, fonctionne comme une entreprise privée. La santé devient une marchandise! Les impératifs de rentabilité passent avant les services à rendre aux malades.

En 2011, le déficit était de 4,5 millions d'euros. En 2012, avec 14 401 hospitalisations supplémentaires et des «économies» de personnels, il a été ramené à 2,7 millions. L'Agence Régionale de Santé se fixe pour objectif de poursuivre jusqu'à l'équilibre, au prix de nouvelles dégradations du service rendu aux malades.

Pire, politique d'austérité oblige, l'État annonce une nouvelle baisse de la tarification des activités de 1,7%, ce qui va faire baisser les recettes de 2,5 millions. Le nouvel hôpital médian compterait

110 lits de moins que les hôpitaux actuels de Montbéliard et Belfort, soit moins 10%, alors que le site de Montbéliard a eu un taux d'occupation de 98% en 2012!

PAS D'ARGENT? ÇA DÉPEND!

L'État refuse d'emprunter pour construire le nouvel hôpital. Il ne faut pas augmenter la dette publique pour satisfaire la commission européenne et les marchés financiers.

Le 24 juillet dernier, en pleine vacances, discrètement, sans consultation, un «partenariat public privé» a été signé par la directrice de l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Belfort Montbéliard. L'hôpital sera financé par une société privée (Vinci).

Pour un coût estimé à 42 millions d'euros, les pouvoirs publics s'engagent à verser au groupe privé Vinci, chargé de la construction et de la maintenance, un loyer annuel de 6,2 millions d'euros (indexé donc pouvant augmenter) pendant 25 ans.

Un rapide calcul: pour un coût initial de 42 millions, l'hôpital s'engage à verser au groupe Vinci au moins 155 millions d'euros au terme des 25 ans.

Pour éviter l'emprunt public immédiat (cloué au pilori par Bruxelles) on alourdit les charges de façon inconsidérée, pour le plus grand profit d'un groupe privé. Au final, ça coûtera beaucoup plus cher aux finances publiques.

Une expérience similaire a pourtant fait scandale il y a quelques mois: la construction de l'hôpital de Corbeil-Essonnes confié au privé connaît un surcoût de 100 millions d'euros. 8000 malfaçons ont été relevées. Le loyer annuel versé au privé passe de 29 millions à... 42 millions d'euros.

Le Front de Gauche de l'aire urbaine Belfort-Montbéliard lance une pétition pour des lits et des moyens supplémentaires au Centre Hospitalier Belfort-Montbéliard
info: Maison du Peuple à BELFORT
5^{er} Impasse de la Paix à SOCHAUX



LA SANTÉ VUE PAR LE PCF ET LE FRONT DE GAUCHE

Les propositions ci-dessous ne sont réalisables qu'avec un changement complet de politique, une nouvelle politique qui nous libère de la dictature des marchés financiers, qui mette en œuvre une nouvelle répartition des richesses et qui se tourne vers la satisfaction des besoins de la majorité de la population. Aujourd'hui, les moins riches deviennent de plus en plus pauvres pendant que 1% de la population se gave à ne plus savoir que faire de leur fortune.

Pour la santé, le PCF avec le Front de Gauche propose:

- Le remboursement à 100% des médicaments efficaces et affectation des mutuelles à la prévention
- La suppression des forfaits et autres franchises médicales
- La suppression du système de financement des hôpitaux publics en fonction de leur activité, ce qui les pénalise au profit des cliniques privées
- La taxation des revenus financiers des entreprises pour alimenter les caisses de la Sécurité Sociale
- La suppression des allègements de cotisations aux entreprises qui plombent le financement des caisses
- L'élection au suffrage universel des représentants des usagers dans les caisses de l'assurance maladie
- La suppression du numerus clausus qui organise la pénurie de médecins

LES ASSISTÉS!

LES VRAIS ASSISTÉS NE SONT PAS CEUX QUE L'ON CROIT.

LES PLUS RICHES REÇOIVENT DES MILLIARDS D'AIDES DE LA PART DE L'ÉTAT, SOUS FORME DE RÉDUCTION D'IMPÔTS ET D'AIDES DIVERSES. ET CE SONT EUX QUI SONT RESPONSABLES DE L'ESSENTIEL DE LA FRAUDE ET DE L'ÉVASION FISCALE.

Les politiques libérales se sont attachées à réduire au maximum le poids de l'impôt et des prélèvements obligatoires sur les plus riches et les entreprises.

Il en résulte une forte hausse de la dette publique. Selon un rapport officiel, si la fiscalité était restée telle qu'elle était en 1999, la dette publique serait égale à 70% du Produit Intérieur Brut (PIB). Aujourd'hui, grâce aux allègements fiscaux pour les plus riches particuliers et les entreprises mis en place ces 10 dernières années, elle est de 20 points supérieure (90% du PIB). Et cette augmentation de la dette coûte 10 milliards d'intérêts à l'État par an (à titre de comparaison, le budget de l'Éducation se monte à 61 milliards).

Ces cadeaux aux plus riches ont été consentis au prétexte de limiter l'exil fiscal et les délocalisations, avec le succès que l'on sait. Du temps de Sarkozy et malgré le bouclier fiscal

aujourd'hui supprimé, les départs pour l'étranger des riches contribuables n'ont jamais été aussi nombreux, les délocalisations aussi.

LES FRAUDEURS

Selon plusieurs rapports officiels (cour des comptes, DLNF...), la fraude à l'impôt sur le revenu est estimée entre 15 à 19 milliards d'euros. Qui fraude?

Près de la moitié des français ne paient pas d'impôts sur le revenu car ils ne gagnent pas assez. Ce ne sont donc pas les plus pauvres. Ce ne sont pas les salariés non plus, puisque les salaires sont déclarés directement par l'employeur. Ceux qui fraudent se recrutent essentiellement parmi les plus fortunés qui peuvent dissimuler une partie de leurs revenus alors qu'ils sont souvent déjà bénéficiaires de nombreuses niches fiscales.

Toujours selon les mêmes rapports, la fraude à l'impôt sur les sociétés est estimée entre 23 et 32 milliards d'euros, celle sur la TVA entre 10 à 11 milliards d'euros. Là, ce sont les entreprises qui fraudent.

Il n'empêche que lorsqu'on parle de fraude entre voisins ou en famille, on pense souvent aux allocations familiales (ces immigrés qui...) ou au RSA, (ces fainéants qui...). La fraude aux allocations familiales existe: environ 700 millions, une goutte d'eau comparative-ment aux dizaines de milliards cités plus haut! Et l'an dernier, les contrôles n'ont permis de détecter que pour 60 millions de fraude au RSA!



Entreprises: de grosses inégalités devant l'impôt

Plus on est petit, plus on paie! Les petites entreprises (moins de 250 salariés) ont un taux réel d'imposition de 42%, tandis que les grandes (plus de 250 salariés) sont à 25%, la palme revenant aux entreprises du CAC 40 qui sont à 8%!

Les petites entreprises sont bien mal récompensées, car ce sont elles qui créent le plus d'emplois.

POLLUTION

Plus on est riche, plus on pollue. Les très fortunés prennent l'avion plusieurs fois par an, possèdent de grosses voitures à forte consommation, plusieurs résidences qu'il faut chauffer...

Pour réduire la pollution, on

BON À SAVOIR

Un grand nombre de personnes à très bas revenu ne sollicitent pas les aides auxquelles elles ont droit, pour des raisons diverses: manque d'information, complexité des démarches, volonté de ne pas dépendre de l'aide publique...

C'est le cas pour 50% des ayants droits au RSA, 29% pour la CMU complémentaire, 68% pour le tarif première nécessité d'EDF, 62% pour le tarif spécial solidarité de GDF, entre la moitié et les deux tiers pour les tarifs sociaux dans les transports urbains. L'État économise ainsi 11 milliards... sur le dos des pauvres. (source: L'Envers de la fraude fiscale, Odenor, Éd La Découverte, cité par ADT Quart Monde).

Bien au contraire, les plus fortunés connaissent leurs droits. Au besoin, ils savent s'entourer de conseillers en tout genre (et ils ont les moyens de les payer).

Souvent à la radio, à la télé, on entend parler des assistés. Et toujours, sont désignés du doigt les chômeurs, les RMistes, les immigrés. Jamais on ne parle des très riches qui pourtant pompent les finances de l'État et qui crient au scandale quand il est question de les taxer à 75% au dessus de 1 million de revenu.

Le Front de Gauche propose de faire payer davantage les plus hauts revenus en augmentant le nombre de tranches d'imposition et de prendre des mesures contre l'évasion fiscale.

Et ceux qui ne connaissent pas exactement le montant de leur fortune tellement elle est élevée, comment l'ont ils gagnée? En travaillant ou en faisant travailler les autres? Vous avez dit «assistés»?

augmente les prix de l'énergie (carburant, gaz, électricité...) afin de limiter la consommation. Mais ce sont les personnes à revenu modeste qui trinquent. Pourtant, plus on est pauvre, moins on pollue! Les plus fortunés peuvent continuer à payer quelque soit le prix.

FAIRE BAISSER LE PRIX DE L'EAU POUR TOUS

3 questions à Lionel Manière, adjoint communiste au maire de Montbéliard



Le Lion Rouge : les élus communistes demandent un retour en régie de la gestion de l'eau dans le Pays de Montbéliard. Qu'est ce que cela veut dire ?

Lionel Manière : en 1994, M. Souvet et la Droite alors majoritaire dans le Pays de Montbéliard décident de confier la gestion de l'eau à Véolia, entreprise privée, qui depuis réalise de juteux bénéfices distribués à ses actionnaires et payés par les habitants. Du coup le prix de l'eau est élevé : 3,46€ le m³ contre 2,60€ à Besançon qui n'a jamais cessé d'être en régie municipale.

Confrontés au même problème, de nombreuses villes ont décidé un retour en régie, une sorte de municipalisation du service des eaux (Paris, Grenoble, Castres...) et le prix de l'eau a baissé, parfois de manière importante. En plus, l'investissement a été fortement augmenté pour assurer la qualité du service pour les années à venir. Nous proposons que le Pays de Montbéliard suive ces exemples, en nous appuyant sur l'excellent travail fait par « l'association des usagers de l'eau ». L'eau est comme l'air un bien commun qui doit être libéré des contraintes de rentabilité.

Le Lion Rouge : Quels sont les obstacles à ce retour en régie ?

Lionel Manière : Véolia se bat bec et ongle pour conserver ce juteux marché. Par exemple, lorsque les élus de Pays de Montbéliard-Agglomération ont décidé d'imposer une baisse du prix de l'eau, Véolia a déposé un recours au Tribunal

Administratif. Véolia a perdu, mais la baisse très limitée de 15 centimes le m³ a aussitôt été compensée par une hausse du prix de l'abonnement et de la location du compteur. Le retour en régie et la rupture du contrat sera peut-être contestée par Véolia qui demandera à être indemnisé devant les tribunaux. Nous pouvons lui opposer de nombreux arguments comme par exemple l'illégalité du prix de l'eau qui est sans commune mesure avec le coût réel.

Les élus de Gauche se sont prononcés pour le retour en régie, mais les choses traînent en longueur. La majorité PS doit être plus ferme sur ce dossier stratégique.

Le Lion Rouge : comment débloquer la situation ?

Lionel Manière : le retour en régie figurait dans les propositions des listes de gauche des principales communes lors des dernières élections municipales de 2008. Ce retour en régie devait se faire durant le mandat actuel, c'est à dire avant les prochaines élections municipales de 2014. Il faut s'en tenir à cet engagement. L'intervention des habitants du Pays de Montbéliard est indispensable. Avec leur association, ils peuvent faire pencher la balance. Le PCF, avec le Front de Gauche, ses élus, sont mobilisés dans cet objectif.

Une réunion en présence de Gabriel Amar (PG) et de Christophe Lime (PCF) aura lieu à Montbéliard le jeudi 13 juin à 18h pour faire le point. Tous les habitants du Pays de Montbéliard sont invités.

— Utiles —

• Intense activité des députés et sénateurs Front de Gauche qui multiplient les propositions de loi : pour amnistier les syndicalistes condamnés en raison des actions syndicales menées le plus souvent pour défendre leur emploi (adopté par le Sénat), pour interdire les licenciements boursiers, pour abroger les franchises médicales, pour répondre à l'urgence des personnes en précarité énergétique, pour suspendre le versement des dividendes aux actionnaires au lieu d'augmenter la TVA et baisser l'investissement public, pour améliorer la traçabilité des produits alimentaires (suite à l'affaire du cheval)...

• De rudes batailles aussi pour amender les projets du gouvernement : pour une séparation claire entre banques d'affaires et banques de dépôts, pour le renforcement des réseaux d'aide spécialisés aux enfants en difficulté (RASED), pour la résorption de la précarité des salariés...

• Des interpellations du gouvernement : pour faire reculer l'évasion fiscale, faire disparaître les paradis fiscaux, harmoniser la fiscalité européenne, contre les livraisons d'armes en Syrie qui vont inévitablement tomber entre les mains des djihadistes...

Les parlementaires Front de Gauche votent pour ce qui va dans le bon sens et contre les projets néfastes. Ils ont voté pour rétablir l'impôt sur la fortune mais contre le projet de loi sur l'énergie qui va faire payer les habitants — le plus souvent de condition modeste - des logements mal isolés, contre la fameuse « règle d'or » qui impose l'austérité, finalement votée par le PS et la Droite !



Palestine : admise à l'ONU comme État observateur !

Un pas important vient d'être franchi vers la reconnaissance d'un État Palestinien.

Le parti communiste Français s'associe à la joie des Palestiniens. Il approuve pleinement l'attitude de la France qui a voté en faveur de cette admission.

Les mobilisations engagées depuis des mois en France et dans le monde ont contribué à cette avancée.

Le droit international doit être respecté. Aujourd'hui, les Palestiniens vivent dans une prison à ciel ouvert ! Ils ont légitimement le droit d'avoir un État indépendant. La paix dans cette région du monde et la sécurité d'Israël en dépendent pour une très large part.

La poursuite de la colonisation de la Palestine par l'État israélien est un obstacle à la paix. L'admission de la

Palestine comme État observateur à l'ONU change la donne. Comment la communauté internationale pourrait-elle accepter qu'un État soit colonisé par un autre État ?

Il faut que des sanctions à l'encontre d'Israël soient décidées pour contraindre son gouvernement à stopper la colonisation et à respecter les résolutions de l'ONU.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, UN PARTI LIBRE POUR CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE

Nom : adresse : Je verse ...€ pour la souscription (chèque à ADF PCF)
Prénom : Je décide d'être membre du PCF
téléphone : email :



PCF, 5^{ème} impasse de la paix, 25600 Sochaux • tel : 03 81 88 78 83 • fax : 03 81 53 37 48 • mail : pcf.doubs@wanadoo.fr • site : pcf25.over-blog.com